

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
4 au 10 septembre 1997

10,00 F

La gauche au pied du mur

A PRES QUINZE ANS de libéralisme outrancier, d'explosion de la Bourse, de mise au pas des travailleurs avec la mise au chômage de quatre millions d'entre nous, de précarisation des vies et du travail, de profits amassés de façon plus qu'arrogante face aux salaires; comment pouvait-on encore continuer?

La prochaine étape est la consolidation de toutes ces attaques par la législation européenne. Ce n'est plus la peine de vouloir changer notre société car nous serions coincés par les autres, l'Europe. C'est le sens de tout le remue-ménage autour de la monnaie unique.

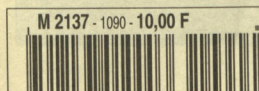
Pour aller plus loin, il ne faut pas hésiter à changer de gouvernement. Chirac l'a fait et qui mieux qu'une majorité de gauche peut faire avaler les dernières couleuvres et achever ce travail?

Quoi de mieux qu'un gouvernement écolo-socialo-communiste pour faire entendre raison aux citoyens, eux qui risquaient fort de la perdre en cet hiver que chacun promettait chaud en cas d'austérité renforcée?

Dans le passé, même en 1981, les gouvernements mettaient au moins un an avant de se dédire! Cette année, trois semaines après les élections, tout a été joué! Jospin avait parlé des 35 heures payées 39, du partage de la valeur ajoutée (des richesses) en faveur des salariés, de l'exigence de l'emploi dans le cadre de l'Europe, de 700 000 emplois pour les jeunes...

Finalement, le SMIC augmente de 4% (autant qu'avec Juppé en 1995) ce qui représente sûrement le rééquilibrage entre les salaires et les profits, on parle de compensation pour les 35 heures, l'accord du Luxembourg a été signé des deux mains (moins le chichi médiatique visant à sécuriser les électeurs) et on parle de 200 000 emplois pour les jeunes à la fin 1998!

ISSN 0026-9433 - N° 1090



FOP 2520

Le gouvernement tente l'impossible: rendre le capitalisme décent, humain et supportable. Soit on travaille aux intérêts de la communauté, soit on travaille pour les capitalistes. Il est clair que le gouvernement fait tout pour soutenir les derniers.

Jospin dit ne « rien pouvoir faire pour les licenciés de Renault, ne rien pouvoir faire contre la monnaie unique, contre la nécessaire réduction des déficits

Remettre en cause les droits des patrons et des capitalistes est la seule voie pour vivre une société sans chômage. Au lieu de cela, les emplois-jeunes proposent une précarité vivable (cinq ans au lieu d'un an pour un CES) qui masquera la réalité de l'absurdité de notre société. D'autant plus que ces emplois publics vont servir à dégraisser tranquillement les services publics. Tout cela avec l'argent des autres salariés, c'est-à-dire



publics... » En fait, en l'absence d'alternative sociale anticapitaliste, il ne reste plus qu'à travailler sur des mesures symboliques telles les allocations familiales.

Il nous permet de voir ainsi que le pouvoir n'est pas là où il semble être, mais dans les marchés et chez les capitalistes. Raison de plus pour ne pas s'être déplacé pour l'élire! Notre système est comme cela: il ne peut être amendé, il faut le détruire dans le cadre d'une alternative sociale anticapitaliste!

Aubry a un plan

C'est ainsi que le plan Aubry participe de la justification d'un problème de l'emploi cher à la gauche dite moderne (la gauche ENA-catho). Le plan s'efforce en fait d'accroître la marchandisation de la vie sociale en créant de nouvelles activités - dites de proximité - afin de diminuer le chômage des jeunes. Prenant ainsi modèle sur le Japon, où, dans certaines villes, on préfère embaucher des personnes en guise de feux de circulation! Le chômage des jeunes, c'est le chômage tout court, qui est un élément normal dans le capitalisme et cohérent avec la propriété privée des moyens de production.

des contribuables, puisque l'État prend en charge 80% du salaire pendant cinq ans. Et les emplois-jeunes dans les entreprises vont fournir une main-d'œuvre au prix du travail clandestin des immigrés (c'est sans doute pour cela que Chevènement trouve bonne l'idée de les virer). C'est d'autant plus astucieux que les cinq ans du contrat nous mènent en 2002-2003, c'est-à-dire après les prochaines présidentielles, sans possibilité de savoir si ce ne sera pas là une main d'œuvre kleenex en grand format (cinq ans).

Il s'agit de faire payer le « problème » du chômage aux travailleurs. Surtout que cela se fait à dépense publique constante.

Tout est histoire de chiffres!

C'est l'autre grand axe de la politique socialiste: accepter la réduction des déficits budgétaires, pour le plus grand plaisir des patrons qui en ont marre d'être saignés comme chacun sait, en accusant l'Europe tout en assurant des mesures symboliques de campagne électorale qui doivent trouver leur propre financement: allocations familiales (même si la mesure est juste), plan ●●● page 8

- Immigration :
- Chevènement héritier
- de Pasqua-Debré
- page 4
- Lyon : Le tunnel de
- l'escroquerie organisée
- page 3
- Israël :
- La politique du pire
- page 5

EDITORIAL

Entre 1933 et 1976, soixante mille personnes ont donc été stérilisées, de force, par l'État suédois, aux mains du parti social-démocrate. Cette révélation montre combien la fièvre eugéniste appelée aussi « hygiène raciale » n'a pas touché que les dirigeants nazis mais toute l'Europe ainsi que les États-Unis vers la fin du XIX^e siècle. Les tendances à la criminalité, à la masturbation ou au vagabondage étaient censées se transmettre héréditairement. Partant de ces délires scientifiques, la loi de stérilisation, en Suède, s'est vite étendue aux « asociaux », voir aux métissés dès 1941 et jusque dans les années 70. Et c'est bien sûr, au nom du bien-être social, que de telles horreurs ont été justifiées par les sociaux-démocrates. Dire que l'intelligentsia politicienne, en France, de nos jours, se félicite de l'évolution sociale-démocrate du PS... Cela laisse rêveur, même si Jospin n'est pas Per Albin Hansson, père du PSD suédois. Rappelons qu'en plus de ce sinistre passé le modèle de protection sociale suédois, tant vanté, s'effondre totalement (12% de chômeurs, allocation chômage et remboursement de Sécu réduits de façon drastique). Cet événement appelle plusieurs réflexions de notre part. Tout d'abord, cela montre qu'il n'y a pas besoin d'un régime fascisant ou de type stalinien, pour voir naître de pareilles pratiques. Un bon parlement démocratique a suffi, avec une idéologie socialisante. Ensuite, l'État suédois, comme tout État, a mis une chape de plomb sur ces pratiques innommables (même en 1996, une femme de 72 ans qui revendiquait une indemnisation pour ce qu'elle avait subi à 17 ans, a été déboutée). Les médias français, qui ont donné une large information sur ce sujet, ont oublié comme par hasard de signaler qu'en France, entre 1935 et 1945, la chasse aux juifs, aux Tziganes, aux communistes, aux homosexuels, etc. était organisée via des expositions pour « mieux apprendre à les reconnaître » avant de les déporter. Montrer l'État suédois du doigt est un peu facile.

Certes, la situation actuelle de l'Europe n'est pas la même. Mais, force est de constater que certains relents refont surface, à savoir le traditionnel « classe pauvre = classe dangereuse ». A l'État de mieux la contrôler, voire de la traquer, au nom, encore une fois, du bonheur social pour tous. N'oublions pas les indemnités dégressives des chômeurs par Martine Aubry, les « faux Rmistes » chassés par Balladur... Qu'ont fait Pasqua, Joxe, Rocard, Debré sinon lutter contre les immigrés, qui par leur coût ruinaient notre économie! Et en 1995 rappelons-nous les arrêtés municipaux des maires de gauche ou de droite contre la mendicité. Cet été, cela a failli être le cas des gosses de moins de douze ans dans les cités populaires. Il n'y a donc pas que le Pen et son amour de la race blanche catholique pour proposer des solutions pourries contre ceux qui, en plus d'être victimes de l'exploitation sociale, sont montrés du doigt comme déviants de l'ordre moral bourgeois.

Réduction du temps de travail D'inavouables arrière-pensées

DES LA RENTRÉE, le gouvernement se doit de prendre des initiatives sur le terrain social. C'est dans ce domaine qu'il est attendu et sera jugé. En conséquence, Jospin annonce évidemment qu'il fait du recul du chômage sa principale priorité. Lorsqu'un gouvernement annonce ainsi qu'il va employer les grands moyens pour mener à bien une lutte résolue contre le chômage, cette déclaration d'intention rencontre bien évidemment le scepticisme mais fait globalement consensus. Pourtant, restons sur nos gardes. Au vu du contexte, on peut même s'attendre au pire. Ceux qui voudraient nous faire passer le retour du plein emploi pour l'avènement du paradis sur terre ont dans la tête d'inavouables arrière-pensées.

Au temps de sa splendeur, Tapie s'était illustré, dans son style démagogique, en proposant de « rendre le chômage illégal ». Au premier abord, une telle mesure paraît être à même de susciter l'intérêt. Pourtant, si tant est que cette proposition ait un sens, elle ne pourrait se traduire dans la réalité que par la suppression des minima sociaux et l'introduction du travail forcé. En son temps, par l'embrigadement et les camps de travail, Hitler avait rapidement résolu le problème du chômage...

De manière plus subtile mais dans un registre finalement proche de celui de Tapie, journalistes et politiciens nous assomment régulièrement avec le taux de chômage des États-Unis (4,8%) ou du Royaume-Uni (7%). « Débarrassés des rigidités sociales qui paralysent le libre jeu du marché », ces économies démontreraient ainsi leur dynamisme et leur supériorité.

Mais derrière le rideau de fumée du taux de chômage, la réalité sociale est tout autre. Pour ne parler que du Royaume-Uni, les inégalités s'y développent depuis vingt ans à un rythme effréné. Parmi les pays capitalistes développés, le Royaume-Uni, qui, jusqu'à la fin des années 1970, se trouvait parmi les pays où l'inégalité des revenus était la moins grande, se retrouve au contraire, dès le début des années 1990, parmi les pays où cette inégalité est la plus forte (1).

La paupérisation absolue de populations ayant un emploi y devient un phénomène massif, comme lors de la révolution industrielle au début du XIX^e siècle. De 1979 à 1992, les 10% des ménages les plus pauvres ont vu leur revenu réel (calculé sur les dépenses de loyers) diminuer de 17% alors que les 10% les plus riches ont vu le leur s'accroître de 62%. Parmi les 6,4 millions de salariés à temps partiel, 500 000 travaillent moins de cinq heures par semaine. Des centaines de milliers de salariés gagnent 1 livre l'heure (environ 10 francs). Dans la législation, les congés payés ne sont même pas obligatoires.

Destinée surtout aux autres, la morale toute chrétienne des chantes du « miracle » britannique les pousse à nous préférer industriels plutôt qu'oisifs. Pour eux, nous faire passer du statut de chômeur pauvre à celui de salarié tout aussi pauvre constituerait une avancée considérable vers une société plus juste...

Où sont les vrais privilégiés ?

De même, dans le maniement de la notion d'exclusion, des intellectuels à la botte des puissants et du pouvoir voudraient nous imposer une vision de la société qui les arrange. Ainsi Alain Touraine, célèbre sociologue, explique: « Le problème d'aujourd'hui n'est pas l'exploitation mais l'exclusion [...] Nous vivons en ce moment le passage d'une société verticale que nous avons pris l'habitude d'appeler une société de classes avec des gens en haut et des gens en bas, à une société horizontale où l'important est de savoir si on est au centre ou à la périphérie » (2).

Comme toute analyse un minimum sérieuse, celle de Touraine peut séduire car elle semble rendre compte d'évolutions indiscutables. Pourtant, elle ne permet pas de comprendre la logique profonde des mutations à l'œuvre dans notre société. L'exclusion ne peut pas être analysée comme un phénomène isolé. Au contraire, elle est inséparable de ce qui se passe au cœur de la société: la fragilisation du centre et pas seulement de la périphérie.

A plus ou moins long terme, si nous ne parvenons pas à remettre en cause la logique du capitalisme, le présent des exclus pourrait bien devenir l'avenir de la majorité. Moins académique que Touraine, le très libéral Denis Olivennes démontre, bien involontairement, que les mêmes intérêts fondamentaux sont partagés à la fois par les exclus et la grande majorité des salariés. Pour venir en aide aux chômeurs, ce monsieur propose la suppression du SMIC mais ce n'est pas encore suffisant: « On ne peut démanteler efficacement le salaire minimal que si l'on démantèle en même temps les revenus de remplacement (allocation chômage, R.M.I.). Si tel n'était pas le cas, l'effet serait faible: l'incitation à travailler pour une rémunération inférieure au revenu de remplacement qu'il peut toucher en cas d'inactivité serait nulle » (3). Notons qu'il envisage, évidemment pour d'autres que lui, des salaires inférieurs au R.M.I....

Pour en revenir à Touraine, son analyse pose problème car elle le conduit à considérer comme « inclus » tout à la fois des patrons et des salariés, ceux-ci ayant simplement une certaine capacité à résister à la logique de régression sociale, de par leur statut et leurs traditions de lutte. En toute logique, Touraine partage certainement l'opinion qu'exprimait Juppé lorsque celui-ci désignait les fonctionnaires comme étant des privilégiés. Les quelques chiffres rassemblés dans l'encadré devraient suffire à démontrer que la société de classes n'appartient pas au passé.

Partage du travail: le partage de la misère

C'est dans ce contexte idéologique, marqué par l'idée que les salariés ayant un emploi bénéficieraient d'une chance presque inouïe, qu'il faut situer le débat actuel sur la réduction du temps de travail. Actuellement, la notion de partage du travail tend à prendre la forme d'un véritable chantage visant à culpabiliser les salariés. Ce phénomène atreint son apogée dans les « référendums » organisés dans certaines entreprises. Dans ces consultations totalement biaisées, des patrons « citoyens » proposent à leurs employés une charrette de licenciements ou une réduction du temps de travail combinée avec des sacrifices en termes de salaires et de flexibilité.

Chouchou du patronat, Notat s'est fait l'apôtre du partage du travail qui n'aurait que des avantages: apporter au chômeur un emploi tout en offrant du « temps libéré » aux salariés actuels. En contrepartie, il faudrait bien sûr se serrer la ceinture: 35 heures payées 39 seraient de l'utopie pure. Pour Notat, les 58% de salariés qui préféreraient une augmentation de leur pouvoir d'achat plutôt qu'une réduction du temps de travail sont certainement d'incorrigibles

Toujours plus d'inégalités

La « crise du capitalisme » n'est perçue comme telle que par ceux qui la subissent. La logique d'une économie capitaliste est basée sur la seule recherche du profit maximum. Et dans ce domaine, pour les patrons, tout va bien!

En France aujourd'hui, 5% de la population en haut de l'échelle perçoit 21% des revenus, autant que les 50% situés en bas. En terme de patrimoine, le fossé est beaucoup plus important. En 1982, 1% de la population possédait 18% de l'ensemble des richesses. En 1995, ce même 1% en accapare 25% alors que les 50% les plus pauvres se partagent 5% du patrimoine.

Dans le partage de la valeur ajoutée (les richesses créées), la part des profits est passée de 25,8% en 1980 à 31,5 en 1996. Dans le même temps, la part des salaires a chuté de 68,3% à 60,3%. Il est à noter que l'essentiel de cette dégradation a eu lieu entre 1983 et 1986, sous la gauche.

En 1996, le pouvoir d'achat des ménages a baissé de 0,2%. Cette moyenne cache d'énormes disparités: les ménages titulaires d'actions et obligations ont vu, en 1996, la valeur de leur portefeuille s'accroître d'environ 1000 milliards de francs.

En résumé, les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent. Même si cette conception paraît archaïque à certains, notre société reste plus que jamais divisée en classes sociales dont les intérêts s'opposent de manière fondamentale.

Patrick.

égoïstes (4). Que la notion de « temps libéré » paraisse dénué de sens pour des smicards, qui cherchent plutôt à multiplier les heures supplémentaires pour boucler les fins de mois, ne paraît pas effleurer la direction de la CFDT. Il est vrai que le discours confédéral vise un autre créneau: celui des salariés à haut revenu, avec d'ailleurs un certain succès comme le montre la nette progression du vote CFDT chez les cadres.

Sur le chantier de la réduction du temps de travail, la loi Robien serait un premier pas dont s'est félicité la CFDT. Pourtant, ce dispositif ne constitue qu'un superbe cadeau au patronat sans réelle contrepartie, sinon l'engagement de ne pas licencier dans l'immédiat (5).

Parallèlement, c'est aujourd'hui essentiellement par le développement du temps partiel (16% des actifs en mars 1996 contre 12% en 1991) que se réalise concrètement le partage du travail. Souvent imposé faute de mieux, réservé quasi exclusivement aux femmes (30% d'entre elles contre 5% des hommes), concernant les emplois peu qualifiés, le travail à temps partiel est devenu dans de nombreux secteurs un mode banalisé de gestion de la main-d'œuvre. Pour le patronat, il constitue un formidable instrument de flexibilité, grâce à la possibilité de recourir sans majoration de coût à des heures complémentaires facilement mobilisables (jusqu'au tiers de l'horaire prévu par le contrat). Comme dans la loi Robien, le recours au temps partiel permet aux patrons d'obtenir des abattements de cotisations sociales.

Pour le partage des richesses

Dans ce contexte, Notat nous prend pour des imbéciles quand elle voudrait nous faire croire qu'il est possible de négocier à froid avec le patronat un compromis satisfaisant sur la réduction du temps de travail. Consacrée partiellement à ce sujet et présentée comme l'événement social de la rentrée, la conférence nationale sur les salaires,

l'emploi et le temps travail se réunira fin septembre ou début octobre. S'il en sort quelque chose, le résultat marquera certainement une nouvelle étape dans le boucler la régression sociale, en particulier par l'annualisation du temps de travail. Malgré les promesses de campagne, l'idée des 35 heures payées 39 a mystérieusement disparu des projets gouvernementaux...

En avançant l'idée charitable du partage du temps de travail, on voudrait nous faire croire que partager la misère serait bel et bien la seule solution. Bien sûr, dans une économie capitaliste, la « rarefaction » du travail a de conséquences dramatiques pour des millions d'individus, écartés du moyen essentiel d'obtention des revenus, des protections et du statut social. Mais s'il y a une crise de notre société, elle ne se situe pas au niveau de la production des richesses mais au niveau de leur distribution, de leur libre accès pour tous.

Dans le cadre d'une organisation sociale moins absurde, avoir besoin d'une quantité de travail plus réduite pour assurer le même niveau de production ne constituerait pas un problème mais, bien au contraire, un incontestable progrès.

Ce n'est pourtant pas compliqué. Il suffirait d'exproprier les patrons et de gérer nous-même la production en fonction de nos besoins...

Patrick
groupe Durruti (Lyon)

(1) P. Bairoch, *Victoires et déboires*, tome 3, chap XXIX, Folio, 1997.

(2) A. Touraine, *Face à l'exclusion*, Esprit, février 1991.

(3) D. Olivennes, *La préférence française pour le chômage*, Le Débat, nov-déc 1994.

(4) Enquête *Ipsos-Le Monde*, juillet 1997.

(5) Pour une diminution de 10% de la durée du travail et une obligation de maintien des effectifs pendant deux ans, le patron se voit offrir un allègement de cotisations sociales pendant sept ans (40% la première année et 30% les années suivantes). Ce dispositif coûte à l'État 150 000 francs par an et par emploi. A ce jour, la loi Robien concerne plus de 100 000 salariés.

le monde
libertaire
Rédaction-Administration: 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08
Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Rédaction-Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Souscription Monde libertaire

Juillet 1997: Latru O., Neveu, Devriendt A.: 100 F; Bonnafous Y., Pilleul, Fradin, Septier P., Dunyach, Sciot F.: 60 F
Total = 660 F.

Tout savoir sur l'été 97

CONTRAIREMENT À CE QUE MÉDIAS ET POLITICIENS TENTENT de nous faire avaler, l'été n'est pas une saison calme sur le front social. Même sous le soleil, l'exploitation continue, avec son lot d'arnaques, de misères supplémentaires mais, heureusement aussi, de révoltes. A ceux qui pour différentes raisons n'ont pu suivre l'actualité estivale, voici quelques faits importants.

Tout d'abord, pour notre hexagone, il y a eu la préparation du budget 98. Comme toujours, il nous faudra serrer la ceinture, un peu plus même cette année, pour rentrer dans le costume Maastricht. Célèbre pour son art du compromis social, Jospin a tenté de contenter tout le monde, par des économies de bouts de chandelles, et surtout de rassurer les capitalistes. Il a trouvé 10 milliards de francs pour ses emplois « jeunes précaires longue conservation ». Quel exploit financier alors qu'au mois de juillet, les échanges boursiers à Paris ont dépassé 240 milliards de francs ! Pour marchandiser les dernières relations humaines de notre société et exploiter encore un peu plus les jeunes, Jospin a pris 3,8 milliards à notre armée de mercenaires, sur son propre budget qui est de... 243 milliards. Quel antimilitarisme ! Chirac et les syndicats CGT, CFDT, FO de GIAT industries pourront grogner ensemble en cette rentrée... La connerie plurielle, ça existe aussi.

Derrière ce futur faux débat, les projets de privatisation galopent. La restructuration financière d'EDF est désormais chose faite pour « préparer à la concurrence », comme il est dit poliment. Air France est dans le collimateur. Le fric lui n'a pas, comme les travailleurs, à attendre patiemment les jours meilleurs. Le parti communiste digère tout cela en appelant ses militants « à apporter des réponses inédites aux problèmes du pays en passant par l'invention d'une voie citoyenne de la transformation sociale » (1)... Ce qui en clair veut dire, pédaler dans le yaourt en attendant d'autres consignes de R. Hue. Les députés PC sont parfois mécontents (mais si !) et développent même la lutte de lettres contre Jospin comme l'a fait leur

président Alain... quel combat n'est-ce pas ? Cet été, le rayon « fracture sociale » n'a pas été en manque d'articles. En effet, alors que 92 % des demandeurs en attente de HLM gagnent moins de 7 500 francs par mois, que les loyers ont grimpé de 4,6 % entre 93 et 95, le commerce de luxe s'offre de la grande surface à Paris. Vuitton, Armani vont ouvrir des magasins de 1 200 m². Et oui, tant qu'il y aura de l'argent, il n'y en aura pas pour tout le monde. Ceci a bien été compris par le groupe d'assurance AXA qui a préparé pour la rentrée son projet sécurité sociale privée. Tout cela légalement dans le cadre du plan Juppé plus que jamais en vigueur (tous ensemble, tous ensemble, on va l'oublier ?).

Notons également qu'en plus de l'overdose estivale catho et même cathodique (veillée baptismale retransmise sur France 2), la cour d'appel de Lyon a reconnu à la secte de la scientologie le titre de religion... Et dire que certains voudraient confier l'antiracisme aux lois de la justice ! A ce propos, là encore, un événement plein de leçons, à Marseille. Dans le quartier Ruisseau Mirabeau une altercation entre des ados et un adulte s'est terminée par le meurtre de ce dernier. Comme à leur habitude, militants et élus du FN ont tenté de récupérer cela lors des obsèques.

Refusant une réponse raciste, la famille, les habitants du quartier les ont éjectés physiquement, donnant une réponse basée sur une appartenance de classe en dénonçant « ce meurtre qui est un drame de la misère, provoqué par des jeunes violents livrés à eux-mêmes qui crouissent dans des cités délabrées où personne ne fait rien ». Cela prouve d'une part combien la revendication d'égalité économique et sociale est forte et que de l'autre la solution des socialistes de mettre 35 000 jeunes adjoints de la sécurité dans les quartiers pauvres ne pourra éteindre les flammes de cette révolte émancipatrice, bien au contraire...

Cet espoir de justice sociale, on le retrouve aux États-Unis, pays de la prétendue prospérité économique et du modèle à

suivre. Le 5 août, 185 000 travailleurs de l'UPS se sont mis en grève durant plus de 15 jours. L'UPS, c'est le numéro 1 mondial de la messagerie rapide (12 millions de colis par jour, soit 5 % du PIB des États-Unis). Une grosse boîte donc mais où 60 % du personnel est en contrat à durée déterminée ! Malgré des pressions énormes, leur grève a payé : hausses de salaires, 10 000 emplois à temps plein, retraite en hausse de 50 %, bref un formidable coup de poing contre la précarité instituée au pays de l'oncle Sam. A l'heure de la mise en place d'une nouvelle précarisation de la jeunesse en France, ce réveil syndical des travailleurs américains redonnera-t-il la volonté de créer un mouvement social fort et déterminé ? Personne n'est devin, mais en tout cas, le rouleau compresseur capitaliste n'a pas encore tout écrasé. Contrairement aux idées ambiantes, la lutte de classe, ça existe encore, même aux « states ». Rappelons la dernière tache tombée cet été sur « le pays de la liberté ». Les flics de New-York ont violé, tabassé un Haïtien de 33 ans (déchirure du colon, de la vessie, dents arrachées...). Une bavure de plus que le maire Rudolph Giuliani ne pourra couvrir cette fois-ci. Les plaintes pour violences policières ont augmenté de 25 % depuis trois ans à New-York. La police vous protège, mais qui vous protégera de la police ? Pour finir, Clinton et sa bande ont signé un accord avec les républicains pour le prochain budget américain : réduction du taux d'imposition des plus-values du capital (de 28 à 20 %), petite baisse d'impôts pour les classes moyennes et, surtout, réduction de 115 milliards de dollars sur 5 ans des coûts du système médicard d'aide médicale aux plus démunis ! Encore une fois, certains seront plus égaux que d'autres. Comme en France, grâce à Jospin, le match entre un contrat emploi solidarité et un nouvel emploi jeune sera dur, à moins que...

Jaime

Groupe Kronstadt (Lyon)

(1) Humanité du 13 août 1997

LYON

TEO: Tunnel de l'escroquerie organisée

L'ÉTÉ LYONNAIS AURA ÉTÉ marqué par TEO. Entendez par là Transversale Est-Ouest, mais la population l'a rebaptisé comme l'indique le titre. C'est que derrière ce sigle se cache une embrouille de première sous prétexte de fluidifier la circulation urbaine par une autoroute urbaine à péage.

En 1989, Michel Noir, maire de Lyon et président de la communauté urbaine de Lyon (COURLY) s'acquitte avec Bouygues, maître d'œuvre d'un groupement concessionnaire de TEO, dans lequel se retrouvent par ailleurs Dumez, GTM et le Crédit Lyonnais. Michel Mercier, président du Conseil général (toujours en poste contrairement à Michel Noir) engage financièrement le département.

Si l'utilité de cette autoroute est contestable du fait que ce n'est pas dans le sens Est-Ouest que les flux de circulation sont les plus importants, l'avantage est qu'il était très vite réalisable parce que souterrain et dans une zone peu urbanisée, limitant ainsi les risques d'opposition des riverains.

L'affaire devient très vite un gouffre financier, passant de 3,887 milliards de francs à plus de 6 milliards aujourd'hui. La participation des collectivités publiques (Conseil général et COURLY) gonflent de 824 millions à 3,114 milliards de francs, soit plus de 52 % du coût global ! Un vrai scandale pour une concession dite « privée ».

22 juillet 1997, Raymond Barre, nouveau calife, juge inutile d'inaugurer en fanfare l'ouverture de TEO au

public. Il n'a pas tort puisque des bouillons jamais vus à Lyon se produisent ce jour là.

Lyon en ébullition

Les Lyonnais découvrent que TEO est une vaste opération de racket organisée par le simple fait que le contrat prévoit le rétrécissement à une voie de tous les axes habituels de circulation entre l'Est et l'Ouest, obligent de fait les automobilistes à emprunter TEO. De plus tous les panneaux indicateurs sont modifiés de telle sorte que même les chauffeurs de taxis se retrouvent face à un péage sans l'avoir voulu.

Aux prémisses de la révolte qui gronde, Barre répond en dégageant toute responsabilité dans la signature du

contrat (il était député du Rhône à l'époque) et fait procéder à quelques modifications des accès de TEO et de la signalisation. Fin août, il fait distribuer 300 000 dépliants aux automobilistes pour expliquer le mode d'emploi de TEO et les moyens de l'éviter. L'heure de vérité approche. TEO ayant ouvert en été, la circulation était moins dense mais avec la rentrée massive des salariés et des scolaires, personne ne sait vraiment ce qui va se passer.

Le « Collectif pour la gratuité, contre le racket » entend intensifier son action toute la semaine du 1er au 6 septembre. Chaque jour de 7 h à 9 heures et de 17 h à 19 heures tous les péages d'accès à TEO seront occupés et la gratuité sera imposée par les militants du collectif. Une pétition circule et a déjà recueilli plus de 35 000 signatures sur l'agglomération. Les courriers affluent par centaines chaque jour au siège du collectif.

L'opposition au péage s'est organisée début août et la Fédération anarchiste a été présente dès le début sur les « opérations péage gratuit », d'abord de manière autonome (tracts, autocollants, banderoles) puis au sein du collectif. La CGT et la CFDT ont assuré l'approvisionnement en tracts du collectif et leurs militants étaient sur le terrain. Le collec-

tif s'est structuré très vite et toute association y est admise sauf l'extrême droite. Seul le PS ne s'y retrouve pas puisqu'il défend le principe du péage même s'il admet que TEO est un peu cher.

Bien entendu les contradictions internes du collectif sont nombreuses à propos des notions de gratuité, de collectivités publiques, de processus décisionnels dans le choix des infrastructures collectives, etc. Mais l'ampleur de la contestation est telle qu'elle dépasse largement les clivages politiques et impose à tous la coordination dans l'action. Le fonctionnement n'est donc pas unitariste mais plutôt fédéraliste.

L'affaire TEO joue aussi comme catalyseur pour de nombreuses associations contestant des projets autoroutiers ou proposant la réouverture de réseaux ferrés abandonnés, la circulation à vélo... les rencontres se multiplient initiant un débat tendant à stigmatiser tout un fonctionnement sociétal. Chacun se rend compte que les élus (même si ceux de gauche avaient contesté TEO dès 1989) ne servent pas à grand chose et qu'il faut une mobilisation sociale pour faire bouger les choses.

La Fédération anarchiste entend bien intervenir en proposant des analyses et des perspectives dans une lutte qui ne fait sans aucun doute que commencer. Nous nous y préparons.

Samedi 6 septembre une manifestation est prévue qui permettra de mesurer l'ampleur de la mobilisation contre le péage. Bien entendu nous en rendrons compte.

Bernard

groupe Dejacque (Lyon)

Collectif pour la gratuité, contre le racket : CCO, 39, rue Courteline, 69100 Villeurbanne.



IMMIGRATION

Chevènement héritier de Pasqua et Debré

DEPUIS PLUSIEURS SEMAINES cette reculade était attendue : le rapport Weil l'annonçait clairement. Le 21 août, Jospin l'a officialisé publiquement : le gouvernement n'abrogera pas les lois Pasqua et Debré. Une nouvelle fois la gauche bafoue ses promesses électorales. Mais celles-ci restent souvent superficielles et de pure forme, limitées au petit jeu politicien. Malgré les rotomontades des Verts, l'union de la gauche ne risque pas d'en sortir ébranlée.

Face aux critiques, le gouvernement assure qu'on lui fait un mauvais procès, un simple « problème de mots ». Toutes les dispositions « contraires aux principes de la République et aux droits des personnes » seraient effectivement abrogées. Qu'en est-il réellement ?

Deux textes de loi sont en préparation : l'un sur l'entrée et le séjour des étrangers, l'autre sur le code de la nationalité. Pour le premier, un avant-projet de loi a été présenté par Chevènement le 25 août. En s'efforçant de l'étudier précisément, on se rend rapidement compte que le gouvernement nous prend pour des imbéciles.

Chevènement propose de supprimer des tracasseries administratives inutiles et vexatoires mais conserve la plupart des dispositions répressives qui donnent leur « logique » aux lois Pasqua et Debré. Pis, cet

avant-projet de loi les durcit considérablement dans certains domaines. Pour illustrer clairement la véritable nature de cette « nouvelle » (sic) politique de l'immigration, nous avons choisi de présenter les dispositions du projet Chevènement dans deux domaines qui nous paraissent très sensibles : les expulsions et la double peine.

Expulsions : toujours plus !

27 % des décisions de reconduite à la frontière ont été exécutées en 1986. Pour l'Etat, c'est le principal indicateur permettant de mesurer l'efficacité de la lutte contre l'immi-

gration irrégulière. Au grand désespoir de tous les xénophobes, ce taux stagne. Evidemment, l'étranger menacé d'expulsion s'efforce de rester introuvable. Toujours aussi peu coopératif,

il fait souvent disparaître ses papiers et refuse de déclarer son identité, sa nationalité. Parfois, il arrive même que l'étranger se débâte en montant dans l'avion et que le commandant refuse son embarquement. Bref, depuis des années, les différents gouvernements s'efforcent continuellement de « perfectionner » le système. En 1993, Pasqua avait porté la durée maximale de rétention administrative de 7 à 10 jours, se donnant ainsi plus de temps pour organiser l'expulsion.

Après avoir pensé à une nouvelle prolongation de ce délai pour reculer finalement par crainte d'une censure du conseil constitutionnel,

Debré a fait passer de vingt-quatre à quarante-huit heures le délai dans lequel les préfets sont dans l'obligation de saisir le juge pour obtenir le maintien d'un étranger en rétention. Pour le ministère de l'Intérieur, cette disposition permet de retarder l'intervention de juges considérés comme trop à cheval sur la régularité de la procédure...

Dans la quête d'un idéal inaccessible, celui d'une absolue perfection répressive, Chevènement continue vaillamment l'œuvre de ses illustres prédécesseurs.

Selon des estimations du ministère de l'Intérieur, l'innovation de Debré devrait permettre d'expulser, avant même la saisine du juge 10 à 15 % des étrangers interpellés, ceux qui

sont en possession de leurs papiers d'identité. Bien évidemment, Chevènement ne touche pas dans son avant-projet de loi à cette disposition expéditive et « efficace ».

Où Debré a reculé, il ne sera pas dit que Chevènement n'aura pas essayé. Bravant le possible désaveu du conseil constitutionnel, notre patriote ministre souhaite porter la durée maximale de rétention de 10 à 14 jours.

« Triple peine »

Les étrangers en situation régulière, condamnés à une peine de au moins un an de prison ferme, peuvent de surcroît subir une peine supplémentaire, l'interdiction du territoire : c'est ce qu'on appelle la double peine, instaurée par Pasqua en 1986. Pour les infractions à la législation sur les stupéfiants, la loi est encore plus cruelle : l'étranger interpellé en possession d'une seule barrette de cannabis peut faire l'objet d'une interdiction du territoire.

Pratique de « bannissement » qui provoque de nombreux drames individuels, la double peine est une illustration concrète de la préférence nationale prônée par Le Pen. A la suite de mobilisations, des catégories d'étrangers protégés contre ce dispositif avaient été introduites en 1991. Mais dès 1993, Pasqua les avait supprimées (sauf celle des mineurs). Dans une circulaire de février 1994, Pasqua demandait simplement aux juges de motiver spécialement leurs décisions pour certaines catégories d'étrangers.

Dans son avant-projet de loi, Chevènement ne change réellement rien au dispositif antérieur hérité de Pasqua. Pis : pour « séparer les délin-

quants des simples irréguliers », il propose de créer une nouvelle forme de rétention judiciaire. Pour se donner le temps d'organiser l'expulsion, les étrangers condamnés se verraient maintenus en rétention pour une durée de un mois, qui viendrait ainsi s'ajouter à la peine d'emprisonnement.

En effet, le ministre de l'Intérieur se lamentait : seuls 50 % des « éloignements de délinquants » prononcés sont exécutés à la sortie de prison. Quel échec pour notre chère République ! Ne reculant devant rien, Chevènement souhaite donc introduire une triple peine : prison, rétention, éloignement...

Dans les pages du Monde libertaire, d'autres articles ne manqueront pas pour compléter celui-ci. Devant être discutée au parlement en octobre, la loi Chevènement sera certainement le feuilleton politique de l'automne. Au-delà de l'abrogation des lois Pasqua-Debré, la mobilisation contre cette future loi se verra dans l'obligation, pour être politiquement conséquente, d'affirmer que la volonté d'ériger une véritable forteresse pour tenter de contrôler, d'ailleurs sans succès, les flux migratoires conduit la société française vers une impasse xénophobe et liberticide.

Défendre le principe de libre circulation des individus n'est pas un principe libéral, contrairement à ce que prétend Chevènement. Rejetant le capitalisme et l'Etat, nous affirmons que la libre circulation est la seule manière de rejeter la préférence nationale. Pour avoir un sens, l'égalité des droits doit s'appliquer à tous.

Tarek. - groupe Durruti (Lyon)



L'armée et l'industrie d'armement vont-elles devoir se serrer le ceinturon ?

LIONEL JOSPIN EST RENTRÉ CET ÉTÉ TOUT EXPRES À PARIS, interrompant ses vacances sur l'île de Ré, décider qu'il fallait encore se serrer le ceinturon pour que la France puisse être au diapason des critères de Maastricht. Presque tous les ministères sont touchés par les restrictions et (serait-ce pour faire passer la pilule?) au premier chef la Défense qui doit officiellement réaliser 3,8 milliards d'économies sur un budget global de 240 milliards. L'armée a moins d'argent ; bonne nouvelle ! Avant de pousser un soupir de soulagement, il vaut mieux regarder la situation en détail.

Des réductions budgétaires factices

Ces 3,8 milliards ne doivent pas faire illusion. Ils concernent exclusivement le budget équipement à venir des armées (85 milliards) et pas un sou ne sera rogné sur les 102 milliards prévus pour le fonctionnement. De plus ; ils sont accompagnés d'une rallonge sur le budget en cours, pour frais de Bosnie, de presque 2 milliards, beaucoup moins médiatisée. Mieux encore, les soi-disant économies obligent le ministère des Armées à payer des pénalités aux industriels de l'armement, à hauteur aujourd'hui de l'équivalent de cinq avions Rafale, pour non respect des contrats en cours. Autrement dit : la réduction des sommes folles consacrées à l'armée est de la poudre aux yeux.

L'armée a encore de la réserve

Il n'échappe à personne que le budget de l'armée reste encore insupportablement élevé. Le mouvement actuel de légère réduction de crédits de défense ne relève que de la « bonne gestion » capitaliste.

L'argent consacré à préparer la mort n'a jamais manqué. La folle dérive des crédits consacrés à l'arme nucléaire en est un bon exemple, très au-delà des prévisions mêmes des militaires et de leurs critères de « suffisance ». Le porte-avion Charles-de-Gaulle ne sera pas transformé en paquebot de croisière, le char Leclerc (que le monde nous envie (sic) mais dont personne ne veut, eu égard à son prix exorbitant) équipera bien l'armée de terre, et même le stupide avion Rafale n'aura que quelques années de retard. Mieux encore il va falloir acheter de l'armement dernier cri pour les nouvelles troupes professionnelles et particulièrement pour le nouveau corps expéditionnaire de 60 000 hommes prévus par la loi. Pas de panique chez les marchands de canon, la France compte bien continuer à s'armer à tour de bras, et tout va encore, derrière les effets d'annonce, pour le mieux dans le meilleur des mondes surarmé.

Le marché de la mort se restructure

Côté industrie de l'armement, la tendance n'est en effet pas à la baisse de la production mais à une compétition acharnée, particulièrement avec les groupes américains, pour la conquête de nouveaux marchés. Par exemple, l'entrée dans l'OTAN de la Pologne, de la Hongrie et de la République Tchèque, impose à ces pays de renforcer leur armement. Vont-ils « s'adapter aux normes occidentales » (vocabulaire américain), c'est-à-dire acheter massivement des armes aux entreprises américaines comme la plupart des autres pays de l'OTAN, ou vont-ils, comme le souhaitent les Français, acheter leurs armes aux entreprises européennes ? C'est ce genre de préoccupations capitalistes qui ont conduit J. Chirac à intégrer dans la réforme de l'armée la restructuration de « l'industrie de défense ». Cet objectif, repris sans différence notable par Jospin, consiste à favoriser

l'émergence de deux grands groupes. Le premier dans le secteur de « l'électronique de défense », va rassembler Thomson (privatisée avec le maintien d'une participation de l'Etat) et Matra ou plus probablement Alcatel, avec comme objectif à terme des alliances européennes. Le second doit consister, dans le domaine « aérospatial » en une fusion entre Aérospatiale et Dassault. Pas de trace d'humanisme donc dans tout cela mais au contraire la volonté de s'adapter au plus vite à la mondialisation, de peur (quelle horreur) de ne plus être compétitif sur le marché de la mort en gros.

L'armée revient en force dans la société

Les personnes les moins attentives peuvent croire, avec la suppression du service militaire par exemple, que le rôle de l'armée dans la société va décroissant. Ce serait oublier un peu vite que sous couvert de « plan vigipirate » la France utilise des militaires en armes (y compris des légionnaires, c'est-à-dire des mercenaires) pour assurer la police, ce qui ne s'était pas vu depuis bien longtemps. Dans la même veine, le plan « gendarmerie 2002 » vise à avoir recours à la gendarmerie, c'est-à-dire à l'armée, dans les banlieues un peu chaudes. L'armée aurait-elle des chances de réussite supérieures à celles de la police ? Et, si oui, par quels moyens spécifiques ? Dans un autre genre, l'abandon du « rendez-vous citoyen » pose au pouvoir politique le « problème du lien entre la nation et l'armée ». L'idée la plus en vogue actuellement consisterait à coupler une journée avec les militaires et, par le biais d'une remise au goût du jour des protocoles entre armée et éducation nationale, compléter l'apprentissage de l'amour de l'armée dans le cadre des cours d'éducation civique. On n'a pas fini de rire... jaune !

Franck Gombaud. - groupe Sabate (Rennes)

Israël : la politique du pire

LE 30 JUILLET 1997 un attentat sur le marché Mahané Yehouda de Jérusalem fait seize morts. Les relations entre Israéliens et Palestiniens, déjà fort espacées, sont une fois de plus replacées sur le terrain de la sécurité, et comme à chaque fois, les négociations, qui étaient de toute façon gelées, se trouvent conditionnées à la solution du problème du terrorisme, qui, lui, trouve sa justification dans le gel des négociations...

L'administration américaine enjoint fermement Arafat de prendre de mesures sévères contre le terrorisme tandis que Nétanyahou est mollement invité à ne pas prendre de « mesures unilatérales ». Cet attentat fait le jeu de deux forces en présence sur le terrain :

- les islamistes palestiniens qui sont catégoriquement opposés aux accords et à l'existence de l'État d'Israël ;
- la droite israélienne qui tente de saborder les accords pour justifier la récupération d'un maximum de territoires.

Le jeu se complique dans la mesure où les relations traditionnelles entre Israël et l'administration américaine se sont modifiées : 1) Le pouvoir politique israélien s'est autonomisé par rapport à l'administration américaine en resserrant ses liens avec le capital américain ; 2) L'administration américaine est confrontée à un gouvernement israélien indocile qui mène une politique intérieure antagoniste avec les intérêts de sa politique étrangère, centrée sur l'impératif de succès diplomatiques ; 3) Le capital israélien, dont les intérêts sont liés à l'alliance politique avec les États-Unis, au succès des négociations et à la perspective de création d'une sorte de marché commun proche-oriental dominé par Israël (le grand projet de Shimon Pérès) subit une crise dont l'ensemble de la population israélienne va faire les frais.

Liquider le processus de paix

Jusqu'à une date récente nous avions une relation de protecteur à protégé, le premier étant en mesure d'infléchir la politique du second par des pressions financières. Ce serait une erreur d'imaginer que la politique étrangère américaine est inconditionnellement attachée au soutien à Israël. Ce soutien est motivé par des considérations stratégiques et économiques selon lesquelles Israël n'est qu'un moyen. Noam Chomsky a certainement raison lorsqu'il dit : «... les États-Unis pourraient lâcher Israël, à un moment donné, si les planificateurs américains estiment qu'il en va de leur intérêt. En pareil cas, le lobby juif serait aussi ininfluent qu'il ne l'était en 1956, lorsque le président Eisenhower et Dulles, à la veille d'une élection présidentielle, ordonnèrent à Israël de se retirer du Sinaï (1) » [en menaçant de couper toute aide économique à Israël]. En 1991, George Bush avait lui aussi su faire pression sur le gouvernement Shamir en refusant la garantie du

gouvernement américain à un certain nombre de prêts bancaires destinés à Israël (qui serviront à financer un accroissement de la colonisation des territoires occupés...). Après la guerre du Golfe l'administration américaine, soucieuse de redorer son blason quelque peu terni au Moyen-Orient, avait promu des négociations entre

le candidat républicain à la vice-présidence. Sa campagne électorale a été soutenue financièrement par des businessmen américains et canadiens qui étaient loin d'être tous juifs : le Canadien Conrad Black, par exemple, est propriétaire du *Daily Telegraph* de Londres et du *Jerusalem Post*, dont l'ex-rédacteur en chef, David Bar-Ilan, est un des trois plus

que l'administration américaine soutient, ce qui a précisément été le cas. Ainsi, fin juin 1996 Nétanyahou, qui tablait sur un succès républicain aux élections américaines, avait réservé un accueil très abrupt à Warren Christopher, secrétaire d'État venu en visite en Israël. L'attitude du Premier ministre israélien pouvait s'expliquer par la proximité des élections américaines, qui rendaient le candidat Clinton prudent et soucieux de ne pas heurter l'électorat juif (3). Incidemment, la préférence de Clinton était sans fondement car une fois élu, Nétanyahou, en visite aux États-Unis, y soutint littéralement la campagne du candidat républicain.

La Bourse s'effondre

Alors que le capital américain avait soutenu le candidat Nétanyahou, les milieux d'affaires israéliens avaient dans l'ensemble soutenu Shimon Pérès lors des élections. Un placard publicitaire en faveur de Pérès, signé par de grands noms de l'industrie israélienne, était paru dans deux quotidiens. Le grand patronat au complet l'avait applaudi lors d'une réunion. En revanche, les organisateurs de la campagne de Nétanyahou échouèrent lamentablement pour se rallier le patronat.

C'est que depuis l'arrivée au pouvoir des travaillistes, en somme presque depuis le début du « processus de paix », Israël a connu un véritable boom économique, dû principalement à la fin du boycott des pays arabes. Des marchés jusque-là fermés comme la Chine et l'Inde se sont ouverts. La bourse de Tel-Aviv attirait des investisseurs étrangers, encouragés par la paix et par le bon marché d'une main-d'œuvre israélienne par ailleurs qualifiée. Des firmes de brokers américaines et britanniques ont acheté pour plus de 600 millions de dollars d'actions israéliennes en 1995, symptôme de stabilité financière.

La croissance a été de 6% l'an entre 1992 et 1996 et la hausse des exportations de 11%. L'abaissement des dépenses militaires consécutives aux négociations de paix, passées de 30% du budget en 1982 à 7% en 1995, a beaucoup contribué à l'expansion de l'économie israélienne. Toute l'infrastructure du pays a subi une véritable mutation : construction de routes, amélioration du réseau téléphonique.

Là-dessus, arrive au pouvoir un homme qui mène une politique de tension systématique avec les Palestiniens, qui suscite la méfiance au sein de l'armée elle-même (4), qui suscite la grogne et la méfiance dans les États arabes (5), la réprobation générale des puissances industrielles, y compris de l'allié américain. Les Palestiniens menacent de reprendre la lutte armée. En septembre 1996 l'Égypte menace d'annuler la troisième conférence économique israélo-arabe prévue pour novembre au Caire. Les donateurs internationaux, inquiets de la tournure que prennent les événements, s'émouvent. Enfin, dans sa propre majorité parlementaire, des voix

s'élèvent pour reprocher à Nétanyahou que le prix à payer pour l'arrêt du processus de paix est trop lourd. La bourse s'effondre et les investissements étrangers se tarissent...

Les Palestiniens n'ont plus rien à offrir

Les Palestiniens ont reconnu la souveraineté d'Israël sur les trois quarts de la Palestine, accepté la présence de 300 000 colons juifs sur le dernier quart restant (y compris Jérusalem-Est), et permis à Israël d'étendre ses relations commerciales sur le marché arabe. Les Palestiniens n'ont plus rien à offrir. Arafat leur a tout donné sans rien en échange que des bantoustans et un sentiment d'humiliation grandissant.

Shamir déclarait ouvertement, après avoir quitté le pouvoir, qu'il s'était engagé dans les négociations de Madrid avec la ferme intention de les faire durer dix ans pendant qu'il installait des colons dans les territoires occupés. Lorsque les travaillistes lui succédèrent, Rabin et Pérès avaient déclaré qu'ils ne poursuivraient pas la colonisation, mais ils ont installé 50 000 colons dans les territoires occupés - le quart du total des colons - et y ont consacré plus d'argent que le gouvernement de droite ne l'avait fait pendant une période équivalente lorsque celui-ci était au pouvoir.

Ainsi, tandis que les dirigeants palestiniens continuaient de négocier en espérant obtenir un jour un semblant d'État, le pouvoir israélien continuait de rogner des territoires, d'installer des colons, de détruire ou de s'approprier des maisons de Palestiniens, d'exproprier des paysans pour construire des « routes de contournement » et d'agrandir le « Grand Jérusalem » aux dépens des Palestiniens. Les attentats continueront, malheureusement.

Raoul Boulland

(1) N. Chomsky, « Après la guerre froide, la guerre réelle », in : *La guerre du pétrole*, Éditions EPO, Bruxelles.

(2) Israël et Palestine political report n° 197-198, sept-oct 1996 (B.P. 44, 75462 Paris cedex 10).

(3) « La force des juifs américains ne réside pas dans leur poids électoral mais dans les sommes énormes qu'ils versent aux politiciens. Ils ont une véritable influence sur la course à la Maison-Blanche et leur rôle est parfois décisif dans les élections au Congrès. » Hemi Shalev, Ha'aartz, cité par *Courrier international*, 21-27 août 1997.

(4) « Les relations entre le gouvernement de M. Nétanyahou et l'armée sont marquées par la suspicion, la méfiance et l'absence de respect mutuel. La situation est sérieuse » déclare le 16 octobre le professeur Zeev Maoz, directeur du centre Juffee, le plus célèbre institut privé d'études et de recherches stratégiques. Les médias débattent ouvertement de la possibilité d'un coup d'État militaire, éventualité tout de même peu envisageable. (cf *Le Monde*, 18 octobre 1996).

(5) « Nous avons dû faire face à un « j'accuse » déclara David Lévi, ministre des Affaires étrangères, au *Monde* le 3 février 1997 (à propos de l'affaire du tunnel).



Israéliens et Palestiniens, et avait lourdement appuyé la candidature du travailliste Rabin contre Shamir, trop intransigent. Enfin, après l'assassinat de Rabin, l'administration américaine avait soutenu la candidature de Pérès contre Nétanyahou. La droite israélienne, laïque ou religieuse, rejette les accords d'Oslo, le principe de « la terre contre la paix ».

Le gouvernement de Nétanyahou cherche tout simplement à liquider l'ensemble du « processus de paix ». Le traité qui consacre le partage de la Palestine est une affreuse trahison : c'est cette même idée qui avait poussé Yigal Amir à assassiner Rabin. Les documents signés à Oslo n'ont aucune valeur pour bon nombre de nationalistes israéliens. Parler de respect des accords ou de droit international n'a par conséquent aucun sens pour eux, et à commencer par Nétanyahou, qui a été élu pour que les droits des Palestiniens ne soient pas reconnus. Les élections ont révélé qu'une bonne moitié des électeurs Israéliens est opposée au « processus de paix », approuve la ligne dure du Premier ministre et l'éventualité d'une confrontation permanente avec les Palestiniens.

Une politique ultralibérale

Les références politiques de Nétanyahou ne se limitent pas aux maîtres à penser du révisionnisme sioniste, elles sont également inspirées de la pensée ultralibérale dominante à la mode Reagan, qui vise à la privatisation de pratiquement toutes les ressources nationales, la liquidation de toute protection sociale et l'intégration du pays dans le rêve américain. Nétanyahou est très lié à l'aile la plus droitiste du Parti républicain, notamment avec Jack Kemp,

proches conseillers de Nétanyahou. « Cela crée une situation sans précédent en Israël : pour la première fois, le gouvernement est sous le contrôle direct de cercles d'affaires étrangers ou multinationaux, non sous celui des élites locales de l'armée, de la sécurité ou du secteur des affaires ou industriels, comme c'était jusqu'alors le cas (2). »

Parmi les hommes d'affaires très proches de Nétanyahou, on peut citer également le milliardaire juif américain de Miami, financier du Likoud, Irving Moskowitz, qui a généreusement soutenu sa campagne électorale, ainsi que celle du maire de Jérusalem, Ehud Olmert, membre du Likoud, Moskowitz est un chaud partisan de la colonisation. Il est l'un des principaux financiers de Ateret Cohanim, une association de colons religieux qui a pour objectif de réduire le plus possible la présence arabe et qui rachète des maisons arabes de Jérusalem-Est. Il a soutenu financièrement le creusement du tunnel sous l'esplanade des mosquées à Jérusalem, l'implantation 132 maisons pour des colons israéliens dans le quartier palestinien de Ras al-Amoud et nombre d'autres projets.

Désormais, l'étroitesse des liens entre Israël et les États-Unis ne concerne pas seulement l'administration américaine mais aussi certaines fractions du capital américain dont les intérêts peuvent entrer en concurrence avec ceux de la politique étrangère de Washington : ceux qui sont susceptibles d'acheter à bas prix les secteurs que Nétanyahou entend livrer au privé, l'électricité, les télécommunications (Bezek), déjà à demi privatisés, les transports aériens (Elal), etc. Le capital américain peut très bien soutenir un autre candidat que celui

BELGIQUE

Nous sommes tous des criminels !

VOUS ÊTES TRAVAILLEUR DANS UNE ENTREPRISE de sidérurgie. Un beau jour, on vous annonce un plan de « reconversion » drastique : fermeture d'une ligne et licenciement de plus de la moitié du personnel.

Vous êtes syndiqué et, comme tel, vous suivez votre délégation qui propose la grève. Celle-ci est adoptée à l'unanimité et prend cours le jour même. Le lendemain, vous attrapez la grippe. Bien au chaud dans votre lit, vous suivez le journal télévisé. Vous apprenez que le patron a fait appel à la gendarmerie, via une décision en référé du tribunal, pour « dégager l'usine et permettre le droit au travail » (sic). Inévitablement, des incidents éclatent. On relève plusieurs blessés tant chez les travailleurs que chez les gendarmes. Mais sans gravité.

Le lendemain matin, à l'aube, vers six heures, un commando de la gendarmerie défonce votre porte, investit votre maison, retourne tout sur son passage, bouscule votre femme et vos enfants sans ménagement, vous tombe dessus mitrailleuse au poing et vous embarque manu militari sans vous laisser le temps de vous habiller. Vous vous retrouvez dans un panier à salade, en pyjama, sans explication. Au passage, les gendarmes vous tabassent et vous insultent. Enfin, vous êtes conduit dans une cellule miteuse dans les caves d'une quelconque caserne. Vous subissez une fouille corporelle humiliante et quelques coups supplémentaires au passage, puis on vous jette dans la cellule qui n'a ni fenêtre ni W.C., ni lit. Sous le choc, vous vous

dités que c'est un cauchemar, que vous allez vous réveiller. Mais non, il s'agit bien de la réalité, vous êtes un criminel. Fiction, hélas non ! Notre prétendu chevalier blanc de la justice, Stéfán De Clerk, au nom de la nouvelle culture politique (re-sic), nous a concocté une de ces lois qui nous ramène près de soixante ans en arrière. En effet, sous son impulsion, la Chambre des représentants a adopté, le 5 juin dernier, un projet de loi relatif aux « organisations criminelles ». Il faut bien le dire, le texte est si large que n'importe quelle organisation et n'importe quelle personne simplement soupçonnée d'en faire partie sont susceptibles d'être poursuivies !

Les terroristes sont partout ?

Par exemple, le texte parle de « détourner le fonctionnement d'autorités publiques ou d'entreprises publiques ou privées ». Or, une grève, une occupation, un combat pour modifier une loi entrent dans ce cadre ! Ce texte, voté à la Chambre en quatrième vitesse, doit encore être examiné par le Sénat au début du mois de septembre. Il faut tout faire pour le supprimer ! En effet, sur la base de cet article 342, les forces de police, et plus particulièrement la gendarmerie, pourront, sur simple « suspicion », interpellé, perquisitionner, mettre en garde à vue, fiché, surveiller n'importe quel citoyen, n'importe quelle association.

Il s'agit là d'un véritable coup de force étatique contre les « libertés » garanties par la Constitution ! Tous les abus, tous les arbitraires seront permis, d'autant que l'exposé des motifs (qui fait dix pages) est des plus explicites et va jusqu'à permettre la condamnation d'un avocat de la défense d'un citoyen membre d'une « organisation criminelle ». On se rappellera l'affaire Klaus Croissant qui avait défrayé la chronique dans les années 70, lorsque l'État allemand n'avait pas hésité à emprisonner plusieurs des avocats de la Fraction armée rouge, au nom de leur « complicité » avec les « terroristes » !

Une telle violation des droits d'association, des droits syndicaux et politiques, du droit à la vie privée et du droit à la défense est inadmissible. Dès lors, nous devons forcer le Sénat à rejeter ce projet de loi scélérate. Alternative libertaire compte bien jeter toutes ses forces dans cette bagarre, en accord avec toutes les associations et tous les citoyens conscients de cette nécessité.

En juin déjà, un Appel contre l'article 342 avait, avec l'appui de la Ligue des droits de l'homme, interpellé la presse. Mais la période des vacances ne lui a pas encore donné l'ampleur qu'il mérite. Aussi, nous relançons cet appel afin d'aboutir à la rentrée à une campagne dont le seul objectif sera l'abrogation sans conditions de ce projet.

Alternative libertaire. Bruxelles

ITALIE

Quatrième foire de l'autogestion

C'EST À PRATO CARNICO (province d'Udine) qu'aura lieu la quatrième foire de l'autogestion du 4 au 7 septembre. Lieu de débats, la foire de l'autogestion est un rendez-vous pour ceux qui sont convaincus que l'autogestion est le lieu où la pratique de la liberté ici et maintenant s'unit à une vive aspiration à la transformation sociale.

Au programme du vendredi 5, un débat à 10 heures intitulé: Autogestion de la santé, autogestion du territoire. L'autogestion dans les luttes pour l'environnement, pour les soins médicaux dans les régions décentralisées pour l'élimination des productions et déchets toxiques.

Interventions de Giordano Colicbelli (Les luttes à l'hôpital de Chiaravalle), Coordination des comités populaires pour

la défense de l'environnement de Ligurie et de Toscane, Comité contre Aviano 2000, Comité pour la sauvegarde du territoire de Premariacco et Cividale, Massimo Varengo (initiales de base contre la pollution électromagnétique).

A 15 heures: La commune contre la municipalité: communalisme, fédéralisme, autogestion.

Interventions de Domenico Liguori, Maria Matteo, Massimo Varengo, Marco Puppini.

Vendredi soir: La tradition mutualiste et libertaire en Carnia.

Interventions de Marco Puppini et Claudio Venza.

Samedi 6 à 10 heures: Autogestion, mutualisme, coopération sociale. Le pari de l'autogestion contre les tentations de la néo-social-démocratie.

Interventions de Pino Ferraris (Mutualisme: une expérience de notre passé qui peut encore avoir un avenir?), Stefano Capello (Centres sociaux et entreprise: le beurre et l'argent du beurre), Luciano Nicolini (Les banques du temps), Tiziano Antonelli (Un peu de profit, un peu de charité: voilà la néo-social-démocratie).

A 15 heures: Utopie ici et là. La pratique de l'autogestion: confrontation avec des expériences en Italie et dans d'autres pays.

Interventions de Horst Stowasser (La Wespe: l'expérience de huit ans d'autogestion), Peter Schrembs (Expérience autogestionnaire récente en Suisse: problèmes et perspectives. Les moulins occupés de Vignanello), Cristina Valenti (Des théâtres sans loi), Urupia (Une commune dans les Pouilles), Ruben Prieto (La comunidad des Sur de Montevideo), Giannina Zuccheddu (MAGG).

Dimanche 7 à 10 heures: La constellation de l'autogestion en assemblée. Expériences, parcours et perspectives.

On les appelait les prisonniers de Bragado



«Libérez Vuotto, Mainini et De Diago!» a été le mot d'ordre d'une intense campagne qui secoua le territoire argentin pendant plus d'une décennie. Anarchistes accusés injustement d'un crime que d'autres avaient commis, torturés avec cent autres compagnons emprisonnés à la ville de Bragado à la fin de l'hiver 1931, ils ont été condamnés à perpétuité par une justice à la botte des gouvernements conservateurs.

Après onze années de prison, leur peine est commuée et ils retrouvent la liberté. Mais Pascal Vuotto continue à proclamer son innocence et celle de ses compagnons. Il meurt à quatre vingt neuf ans en 1993, sans avoir connu la loi votée par la Chambre des députés de la nation reconnaissant l'innocence des «prisonniers de Bragado».

Présenté sous la forme d'une lettre que la réalisatrice aurait envoyée à Vuotto après sa mort, ce documentaire raconte l'histoire, avec des images de l'époque et des entretiens avec quelques-uns des acteurs de cet événement où l'importance de la campagne de solidarité menée par le mouvement anarchiste, jusqu'à la libération des prisonniers, ressort tout particulièrement. Selon les paroles de Pascal Vuotto: «C'est la solidarité qui m'a rendu la liberté».

Eduardo Colombo :

Ce documentaire réalisé par les élèves d'Oswaldo Bayer - auteur de la Patagonie rebelle et des anarchistes expropriateurs - a obtenu en 1995 le premier prix dans le quatrième festival de cinéma et vidéo à Santa Fé en Argentine. C'est aux efforts de la Fondation Alumar qui a produit le film et réalisé le sous-titrage en français, ainsi que ceux du CIRA de Lausanne, que les Éditions du Monde Libertaire doivent la parution de cette vidéo, la première d'une série que nous espérons longue.

Eric Jarry

Vidéo en vente à la librairie du Monde libertaire : 90 F + 10% de frais de port.

ÉTATS-UNIS

L'esclavage existe encore

L'esclavage est toujours légal aux USA. Contrairement à ce qu'on nous enseigne à l'école, la guerre de Sécession n'a pas entraîné l'abolition complète de l'esclavage en 1865. Le treizième amendement à la constitution américaine déclare ainsi: «aucun esclavage ni servitude involontaire sauf comme punition pour un crime etc.»

Beaucoup de noirs nouvellement affranchis furent rapidement «condamnés» et forcés de travailler sans salaires dans les prisons d'État. Pour ces malchanceux, il se produisit simplement un changement de maître, le nouveau étant l'État.

Aujourd'hui, avec l'avènement de prisons privées, à but lucratif, et des usines-prison, l'esclavage existe toujours mais retourne au secteur privé.

Unicor exploite 90 usines-prisons et poursuit une extension rapide. Les détenus de San Quentin saisissent des données informatiques pour la Bank of America. Des prisonniers au Nouveau Mexique prennent des réservations d'hôtels par téléphone. Des prisonniers Hawaïens emballent des balles de golf et à Folsom ils produisent des cuves en acier inoxydable pour des brasseurs de bière. Et la liste est encore longue. Les patrons à travers les États-Unis se disputent la chance d'engager des prisonniers. Et pourquoi ne le voudraient-ils pas, ces patrons cupides? Ils peuvent engager en prison une main-d'œuvre pour une petite partie de ce qu'ils devraient payer à des travailleurs «normaux» et il n'y a pas d'assurance chômage à payer, pas de charges sociales, pas de congés maladie et pas de vacances!

Les ventes des prisons devraient atteindre 8,9 milliards de dollars en 1999. Joe King - Worker Solidarity - été 1997 WSM p/o box, 1528, Dublin 8, Ireland

abonnez-vous! abonnez-

Les Français de la débâcle

Maurice Rajsfus

Qu'il s'agisse du camp de concentration « ordinaire » de Drancy (1), de la police vichyste, des juifs dans la collaboration, des bavures policières ou, aujourd'hui de la débâcle de 1940, Maurice Rajsfus garde le même objectif: rétablir des faits et retrouver les éléments historiques d'une mémoire collective manipulée et occultée. Son travail d'investigation, à la fois de journaliste et d'historien, est toujours engagé. Sa dénonciation de la manipulation de la mémoire et de la récupération de l'histoire est toujours aussi virulente. Jeune témoin de cette période mouvementée de la Seconde guerre mondiale, Maurice Rajsfus s'attache à analyser une réalité sans cesse reconstruite et sublimée depuis.

« Tous résistants », voilà qui faisait vibrer les fibres patriotiques et, surtout, masquait une réalité souvent peu glorieuse et même crapuleuse. S'identifier au héros ou à l'héroïne qui avait risqué sa vie pour résister a permis de passer à la trappe des attitudes souvent ambiguës. Il est plus confortable de se réclamer d'une résistance de la première heure à l'occupant ou à ses valets que d'avouer sa lâcheté ou encore un ralliement de la dernière heure.

Quelle a été la dimension humaine de la débâcle de 1940? Quels sont les décrets qui ont annoncé Vichy bien avant 1940? A ces questions, Les Français de la débâcle apporte des éléments de réflexion sur la collaboration à un régime autoritaire et raciste. Le racisme se reproduit sous d'autres formes et son acceptation est aussi lourde de conséquences. Combien ont dénoncé les lois Debré et les ont combattues? Les Français de la débâcle, un texte qui apprend la vigilance.

C.P.

(1) Drancy, un camp de concentration très ordinaire, 1941-1944; La police de Vichy, les forces de l'ordre françaises au service de la Gestapo, 1940-1944; La police hors la loi, des milliers de bavures sans ordonnance depuis 1968.

* Les Français de la débâcle, juin-septembre 1940, un si bel été. Maurice Rajsfus. Éditions du Cherche midi.

Concert de soutien au Monde libertaire

Même si la répression change de visage, elle est toujours là. Le Pen, l'État ne se trompent pas: il est aujourd'hui beaucoup plus facile de faire taire leurs adversaires gênants à coup d'amendes à répétition que d'interdiction de paraître. Deux procès coup sur coup, c'est beaucoup pour un hebdomadaire anarchiste qui ne vit que par ses lecteurs. Mais nous ne nous laisserons pas faire!

vendredi 26 septembre 97
à l'Elysée Montmartre,
72 Bd Rochechouart, Paris 18^e,

avec:

Lofofora
Ludwig von 88
Teemour

Ouverture des portes à 18 heures
Prix des places: 85 F (prix unique).

En vente à la librairie du Monde libertaire
(145, rue Amelot), et dans les endroits habituels.

Autocollants en vente 1 F pièce ou 14 F les 50 (28 F les 100...)
à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Si les élections
pouvaient
changer la vie,
elles seraient interdites
depuis longtemps...



FÉDÉRATION ANARCHISTE • 145 RUE AMELOT 75011 PARIS



Pour en finir
avec l'oppression,
l'exploitation,
et la misère...



c'est la société
qu'il faut changer

FÉDÉRATION ANARCHISTE
145 RUE AMELOT • 75011 PARIS

C'est le profit
et le capitalisme
qui créent
le chômage et la misère
pas les immigrés



FÉDÉRATION ANARCHISTE • 145 RUE AMELOT 75011 PARIS

Pierrot, mon camarade

PIERRE BLANCHIER EST DÉCÉDÉ LE 28 juillet. Qui se souvient de ce nom qui, administrativement, terminait inévitablement des publications comme ICO, La Lanterne Noire, Les Raisons de la Colère, accompagné parfois d'une adresse dans une rue lointaine et ignorée du quartier prolétarien du XIX^e arrondissement de Paris.

Plusieurs générations ont grandi depuis cette époque repoussant vers l'oubli ceux que les vicissitudes de la vie entraînaient dans les replis d'une marginalisation autant géographique que sociale. Mais ceux-là même de sa propre génération l'avaient aussi délaissé alors qu'il ne pouvait plus s'intégrer, même de temps à autre, dans ce milieu d'activité et de militantisme que la vieillesse et la mort désagrégeaient peu à peu.

Tout cela, qui avait été pendant des décennies partie de sa vie, la « longue et cruelle maladie » de sa compagne (pour parler comme dans les impersonnelles chroniques nécrologiques) l'avait fait s'en éloigner bien à contre-cœur, éloignement scellé ces dernières années par la même « longue et cruelle maladie » qui le frappait à son tour. Pierrot était un anarchiste, un anarchiste-né je pourrais dire, car son tempérament autant que son expé-

rience sociale le poussait vers une action critique individualiste. Lui-même disait qu'il avait un « foutu caractère »: ses refus et ses critiques à l'emporte-pièce, avaient sans doute renforcé cet isolement mais lui avait aussi permis de préserver farouchement un espace de liberté - d'intimité - dans lequel bien peu étaient admis.

Sous ces dehors bourrus et tranquilles se dissimulait une grande sensibilité qui se dévoilait parfois lorsqu'il évoquait son passé. Lui, l'anticlérical, il avait su conserver un copain catho pratiquant; lui, l'individualiste, savait se donner sans partage à un travail collectif; lui, plus ou moins misogynne, risquait gros à aider les filles en difficulté; je pourrais multiplier ces facettes, contradictoires seulement en apparence. Pas du tout un éclectisme mais parce qu'il considérait d'abord les qualités humaines de chacun.

Autant et peut-être plus qu'anarchiste, Pierrot était un prolo, un prolo authentique fils d'une longue aristocratie de prolos n'ayant jamais eu la moindre velléité de sortir d'une condition contre laquelle il s'insurgeait mais qu'il revendiquait avec fierté. Il avait terminé sa carrière avec la promotion invariante de plus de deux décennies d'OS2

chez Renault Billancourt, la « forteresse ouvrière » (avec une villégiature temporaire punitive à Flins, suite à des « mots » avec son chef d'atelier).

La qualité mythique d'ouvrier de Renault, si prise dans le milieu gauchiste lui valut une attention particulière qu'il accueillait avec une ironie amusée, mais cela ne lui tourna jamais la tête et ne le fit jamais se départir de sa critique abrupte des « grosses têtes ».

Je l'avais rencontré en 1959. Il avait déjà un long passé militant derrière lui, ayant connu la crise de 1930, la guerre, s'étant accroché avec les « autorités » de la FA. Nous étions peu satisfaits des groupes existants tout comme des syndicats auxquels nous nous étions frottés. Avec d'autres proscrits du même genre tous issus d'un milieu de travail, nous avons alors fait un long bout de chemin ensemble.

En 1959, cela paraissait une gageure de réunir ainsi dans un travail commun politico-syndical de base, des travailleurs venant d'horizons divers, en gros de formation anarchiste et marxiste. Cela devait pourtant durer près de quinze années. Ceci est une autre histoire: Pierrot en fut d'un bout à l'autre.

Quelques jalons qui permettront - peut-être - à ceux qui l'ont côtoyé de retrouver le fil d'un souvenir: Belleville, son Belleville aujourd'hui disparu, rue Ternaux, Tribune Ouvrière, Mai 68, Taverny, Bruxelles, La Lanterne Noire, Les Raisons de la Colère, etc.

Chacun pourra y joindre une parcelle plus ou moins grande de sa vie, à laquelle Pierrot fut associé. Tous pourront ajouter alors avec moi: c'était mon camarade.

H. Simon

Librairie du Monde libertaire forum

Jules Jouy (1855-1897) - « poète chourineur »
le 13 septembre à 16 h 30,

avec Patrick Biau, réalisateur de la première étude sur Jules Jouy

à la petite semaine

Un été inoubliable

Les souteneurs de l'insoutenable le répéteront: deux balles expédiées à bout portant dans la tête d'un obscur conseiller municipal espagnol auront fait faire un pas de géant à une grande cause: la création officielle d'un nouvel État. Si la sauvagerie mercenaire au service du parasitisme politique, dont nous appelons partout à l'urgence abolition, mérite le label magnifique, notre appel permanent à l'instauration d'une société égalitaire de liberté saura alors se satisfaire d'être considérée comme un modeste projet, de manière à éviter toute confusion.

Dans le même temps où quelques élus interdisent aux moins de douze ans, pour leur bien, les sorties nocturnes, le gouvernement instaure une journée obligatoire d'instruction militaire pour tous les jeunes gens. Préserver quelques bambins des méfaits de l'école de la délinquance pour ouvrir à toute une jeunesse les portes de l'école du crime, est-ce bien raisonnable?

Paris curé, Paris encerclé, Paris enchristé, Paris castelbajacisé, bref, Paris enpape aouté, jamais la capitale n'aura connu telle overdose d'obscurantisme arrogant et conquérant, avec l'aide appuyée des pouvoirs publics. N'étant pas ici de la tendance illégaliste insurgée, hostile par principe à toute mesure réformatrice, notre soutien est par avance acquis à tout député laïque, s'il en reste, qui présenterait aujourd'hui un nécessaire projet de loi de séparation de l'Église et de l'État...

Hymne national, musique militaire, vieilles barbes au garde-à-vous, les os du Che ont reçu à Cuba, cimetière de l'Église marxiste, l'accueil qui convenait de la part du club des fossoyeurs sinistres du socialisme. Comme ces derniers, ce qui reste de l'idole finira de pourrir avec la pensée politique qui les anima tous. Pleurera qui veut, mais sans nous.

La scientologie, on le sait, vend une camelote mystique destinée aux jobards, en même temps qu'elle constitue un empire financier considérable. Promettre une félicité de pacotille fondée sur de gigantesques bobards en faisant un maximum de profits, voilà après tout, même incomplète, une définition de la religion. Aussi la décision d'un tribunal lyonnais de lui en accorder le titre obéit-elle à une certaine logique et n'offusquera que les concurrents en charlatanisme de cette secte ayant déjà, eux, pignon sur rue.

Floréal

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

vendredi 5 septembre à 16 heures:
Reflex aura pour thème la Palestine.

samedi 14 juin à 13 h 30:

Chroniques rebelles: Maurice Rajsfus, auteur de
« Les Français dans la débâcle ».

L'occupation de Paris par les troupes d'un dieu

EN DÉPIT DU FAIT QU'UN grand nombre de militants et sympathisants avaient déserté l'Île-de-France pour des contrées où l'atmosphère est moins étouffante, les groupes de la région parisienne de la Fédération anarchiste n'ont pas lieu d'avoir honte de la mobilisation qu'ils auront suscitée à l'occasion des Journées Mondiales de la Jeunesse.

Doutant de pouvoir organiser une manifestation d'une envergure comparable à celle de l'automne dernier, lorsque Jean-Paul II était venu en France, nous nous étions résolu à une journée anticléricale et à quelques actions éparpillées, sans nous faire d'illusion sur la mobilisation. Aussi fûmes-nous agréablement surpris par le résultat obtenu.

Le samedi 9 août, nous avions invité les anticléricaux du cru à venir passer avec nous une journée anticléricale avec projection de films, débat, buvette et tables de presse. Près de deux cent personnes passèrent nous

voir entre seize et vingt-trois heures au squat de la rue Farcot, à Saint-Ouen. Malgré la défection de Pasquini pour des raisons familiales, le débat rassembla à lui seul près de cent personnes autour de notre compagnon Jean du groupe Maurice Joyeux. C'est peu de dire qu'il aurait pu se prolonger bien avant dans la soirée si notre programme et l'obligation de quitter les lieux à une heure précise ne nous avait contraint à observer scrupuleusement notre minutage. Et, de fait, beaucoup des personnes présentes continuèrent à discuter à la buvette ou dans la cour pendant que l'on diffusait *Le Miraculé* de Mocky.

Pendant toute cette « journée », ce qui frappait le plus était la détermination et la volonté des individus réunis avec nous de ne pas laisser le Souverain Pontife oublier qu'il venait dans un pays très attaché au séculier, pour parler sobrement. Il fut convenu d'organiser une manifestation à Évry où le pape devait

faire un saut après être allé se recueillir sur la tombe du professeur Lejeune, une crapule notoire sur laquelle je ne m'étendrai pas.

Des affiches et des autocollants furent édités spécialement pour l'occasion et nous nous préparions à accueillir de pieds fermes le citoyen Karol Wojtyła et ses pèlerins.

Une semaine avant la déferlante des culs-bénis, le collectif Brisons la chaîne nous contacta afin d'organiser une manifestation le samedi 23 août, pour protester contre l'enfermement de Paris par une chaîne de jeunes mystiques.

Un petit « couac » dans l'organisation de la manifestation fit que nous nous divisâmes. En arrivant Place de Clichy, d'où devait partir le cortège, les initiateurs du collectif, quelques jeunes militants émanant principalement du D.A.L., nous annonçaient qu'après négociation avec la Préfecture de Police, le cortège partirait du métro La Chapelle pour se diriger vers la porte de la Chapelle.

Là, j'ai une pensée émue pour les copains du groupe Louise Michel qui s'était levé fort tôt pour coller des affiches le long du parcours initialement prévu. Du fait que personne n'était resté sur la place de Clichy pour prévenir les retardataires, il y eut bientôt à plus de personnes que participant à la manifestation en tant que tel. Le résultat de cette erreur logistique fut que, non seulement nous ne parvîmes pas à briser la chaîne, mais que nous ne la vîmes même pas, arrêtés que nous fumes par un double



La gauche au pied du mur

Aubry, annulation des suppressions de classes... Ainsi, rien n'a bougé dans l'austérité gouvernementale. La volonté acharnée de baisser les dépenses publiques, et donc les prélèvements, est intacte. La mesure peu paraître normale à beaucoup puisque les socialistes le font aussi ! Il y a bien une petite mesurette : un prélèvement sur les entreprises qui font plus de 50 millions de chiffre d'affaire, histoire de s'aliéner le parti communiste pour un bout de temps dans la coalition. L'impôt sur les bénéfices, diminué à 36%, et 20% pour les PME, par Chirac en 1986 n'est pas relevé et la TVA n'est pas diminuée : voilà, la réalité est que l'essentiel ne change pas et qu'on va continuer comme quatrième puissance mondiale d'avoir des gens à la rue, de culpabiliser quand on est malade, de réclamer pendant des années l'ouverture d'une classe, de faire la quête pour des maladies... pour ne pas augmenter le déficit budgétaire ! Foutaise que ceci, tout économiste sait que le déficit budgétaire est normal et positif, mais on continue de faire croire aux citoyens que le budget

de l'État, c'est comme le budget de la famille (quand il y en a un !) et qu'on ne peut vivre à découvert ! Cette idée de compensation est décidément présente partout chez les socialistes.

Ce qu'ils vont nous imposer

Les 35 heures payées 39 vont probablement devenir un gros mot chez nos gouvernants. La conférence de septembre sur les salaires, l'emploi et la réduction du temps de travail ne démentira pas avec une injonction gouvernementale claire : on parle maintenant de compensation, de réduction du temps de travail... mais plus du maintien des salaires. Le risque ainsi de s'échanger du salaire contre de la réduction du temps de travail. Pour l'emploi, on verra après : de toute façon, il y a le fameux plan d'emploi pour les jeunes. Le rééquilibrage entre profits et salaires est une vieille lune d'ENA-cathos qui ne peut trouver son expression et sa réalisation en dehors d'un mouvement social antipatronal. Par contre, les négociations à froid vont ouvrir un boulevard à

suite de la première page

l'annualisation du temps de travail. Déjà, Notat signale que les 35 heures, c'est démagogique sans cette annualisation. Voilà un précieux secours pour Jospin et Gandois.

La gauche va devoir, une fois de plus, se défaire car il n'y a qu'un choix : renforcer ou diminuer le pouvoir patronal, les marchés et la prédominance d'une caste capitaliste. Le reste, c'est de la symbolique humanitaire dans une politique économique.

La gauche politique reste donc empêtrée dans ce dilemme car, seule, elle n'a jamais rien obtenu. Ce que les travailleurs ont obtenu, ils l'ont gagné par la lutte. La gauche n'a jamais su que donner l'illusion du changement tout en renforçant le pouvoir de l'argent, des marchés et des capitalistes.

A nous d'en tirer la leçon en cette rentrée et d'imposer que les travailleurs et citoyens ne soient pas encore les dinons de la farce au moment de la conférence sur les salaires, l'emploi et la réduction du temps de travail.

Christophe, groupe Malatesta (Angers)

Malvenue au pape à Saint-Etienne !

Devant l'engouement des médias pour les JMJ et leurs discours tentant de nous faire croire que la grand-messe papale avait quelque chose de beau, de sublime, de révolutionnaire, le groupe Nestor Makhno a tenu une réunion le 19 août, afin de préparer une action de protestation. Notre principal souci a été de ne pas, en tapant sur le pape, s'attirer les sympathies des autres intégristes de tous poils.

C'est ainsi que le dimanche 24 août, au matin, une trentaine de personnes (individuels, FA et CNT) se sont installées face à la plus vieille Église de Saint-Etienne, place Boivin, à côté du marché. Nous avons déroulé une banderole, pris la parole et diffusé des tracts où il était question des méfaits de l'obscurantisme, du cautionnement de l'État et du mépris infligé à l'Humain.

Dire que nous étions nombreux serait faux, que nous faisons peur, aussi. Cependant, nous n'avons pas laissé indifférent, loin s'en faut, puisque des réactions violentes se sont manifestées lors des collages, des distributions de tracts et du rassemblement. De même, quelques paroles amicales nous ont soutenus.

Bien sûr, nous aurions aimé être des milliers, mais face au peu de réactions suscitées cette année par la venue du pape, nous étions fiers d'afficher notre désaccord et que cela se voit.

Groupe Nestor Makhno (Saint-Etienne).

cordons de keufs. Cordons pas trop épais et que nous aurions sans doute pu outrepasser si nous avions réuni nos forces au lieu de les disperser. D'après le témoignage de quelques compagnes et compagnons, lorsque les 150 manifestant se dispersaient à la Porte de la Chapelle, il y avait encore deux cent personnes qui poireautaient place de Clichy. Malgré cela, les manifestants débordaient d'énergie et notre prestation ne fut pas ridicule à défaut d'être une réussite accomplie.

Si nous tenons compte de la période de l'année et du harcèlement provoqué par une semaine où nous dûmes supporter de voir les rames de métro transformées en salle de chorale bon-dieuale, on peut tout de même s'avouer satisfait

et rassuré ; ce n'est pas encore demain que Paris sombrera dans le délire mystique...

Mais peut être après demain. Car, au-delà de ce constat, nous sommes bien obligé d'admettre que les Journées Mondiales de la Jeunesse furent une opération réussie pour l'église catholique.

En sachant apporter des réponses - le fait qu'elles soient erronées importe peu pour autant qu'elles sont acceptées - là où nous n'avons su qu'opposer notre refus, et le spectacle de l'éclatement des forces anticléricales qui ne surent pas, cette année trouver une cohésion.

Alain L'Huissier
groupe de la Villette
email: alain@minitorama.com

• A G E N D A

samedi 6 septembre

SAINT-OUEN (93) : Le groupe Henry Poulaille de la Fédération anarchiste et l'association Le Vent du ch'min organise une rencontre avec Jacques et Pierre Prévert. A 16 heures : documentaire (Mon frère Jacques) ; à 17 h 30 : débat (Jacques Prévert libertaire) ; 19 heures : Film (L'affaire est dans le sac) ; 20 heures : buvette, restauration ; 20h 45 : surprise ! ; 21 heures : Film (Le crime de Monsieur Lange) suivi d'une dernière discussion autour d'un verre. 31, rue Farcot (M^o Garibaldi). Entrée gratuite.

LILLE : Braderie de Lille. Un stand libertaire sera tenu en commun par la Fédération anarchiste, le Centre Culturel Libertaire et la CNT.

LYON : Manifestation « Pour la gratuité, contre le péage TEO ! » Rendez-vous à 14h30 devant la préfecture. Jonction en fin de manifestation avec les motards en colère devant l'Hôtel de ville. Présence de l'Union locale Lyon de la Fédération anarchiste.

Samedi 13 septembre

PARIS : Forum à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, Paris 11^e) à 16 h 30 sur Jules Jouy (1855-1897), le « poète chourineur », pilier de la chanson montmartroise et chansonnier du XIX^e siècle. Forum animé par Patrick Biau, réalisateur de la première étude sur Jules Jouy.

Vendredi 19 septembre

LILLE : Reprise des soirées vidéo-débat au Centre Culturel Libertaire (adresse ci-dessus). Premier film : « Un autre futur », film de Richard Prost sur l'Espagne en rouge et noir.

Samedi 4 octobre

BELGIQUE : Les amis d'Alternative libertaire et le groupe Noir lombric organisent le deuxième Barbecue camp'Anar dans la région de Péruwelz. Au programme des festivités : prolongement des débats du premier barbecue l'après-midi puis à 19 heures on mange... 250 FB pour les plus de 12 ans ; 120 FB pour les moins de 12 ans... Réservation auprès d'Alternative libertaire, B.P. 103 - 1050 Ixelles 1.